

PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Arrêté n° AE-F09314P0148 du 31/07/2014
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu le code forestier, notamment ses articles L341-1 et L341-3 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du préfet de région n° 2013336-0002 du 2 décembre 2013 portant délégation de signature à Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09314P0148, relative à la réalisation d'un projet de défrichement des parcelles B 85 et 88 sur la commune de Flassans-sur-Issole (83), déposée par VERGERIO Jean-Paul, reçue le 19/06/2014 et considérée complète le 08/07/2014 ;

Vu la saisine de l'agence régionale de santé en date du 08/07/2014 ;

Considérant la nature du projet, qui relève de la rubrique 51a du tableau annexé à l'article R122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les défrichements portant sur une superficie totale, même fragmentée, comprise entre 0.5 et 25 hectares ;

Considérant l'importance du projet de défrichement, qui porte sur une superficie de 21000 m² ;

Considérant que le projet a pour objectif la mise en culture d'une parcelle de vignes visant la production de vin AOC côte de Provence en culture conventionnelle ;

Considérant la localisation du projet :

- en zone NR2 du plan local d'urbanisme approuvé le 22/03/2006 ;
- entre deux parcelles viticoles existantes ;
- hors zone naturelle d'intérêt écologique floristique et faunistique ;
- hors site Natura 2000 ;
- en zone de sensibilité majeure pour la Tortue d'Herman, espèce protégée et menacée faisant l'objet d'un Plan National d'Action ;

Considérant que la sensibilité notable vis-à-vis de la Tortue d'Hermann nécessite dans le cadre des modalités de mise en oeuvre du Plan National d'Action pour cette espèce, de réaliser un diagnostic de cette espèce à l'appui de la demande de défrichement ;

Considérant que le pétitionnaire a fait réaliser un inventaire des tortues d'Hermann en amont de toute démarche administrative, qui a permis d'évaluer les enjeux et les impacts et de s'engager à mettre en oeuvre une mesure de réduction de la superficie du projet afin d'éviter les impacts sur l'espèce protégée ;

Considérant les orientations techniques du projet en matière d'environnement, avec notamment :

- la limitation du nivellement de la plateforme suivant le relief actuel ;
- un équilibre entre les mouvements de terre et de pierre induisant l'absence de remblai extérieur au site ;
- le maintien d'une partie boisée entre les deux parcelles viticoles, habitat favorable à la Tortue d'Herman ;

Considérant que les impacts du projet sur l'environnement ont été réduits et que ceux qui sont résiduels ne sont pas de nature à remettre en cause les équilibres naturels ;

Arrête :

Article 1

Le projet de défrichement des parcelles cadastrées B 85 et 88 situé sur la commune de Flassans-sur-Issole (83) n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

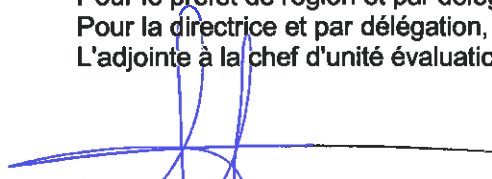
La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de région. La présente décision est notifiée à VERGERIO Jean-Paul.

Fait à Marseille, le 31/07/2014.

Pour le préfet de région et par délégation,
Pour la directrice et par délégation,
L'adjointe à la chef d'unité évaluation environnementale



Sylvie BASSUEL

Voies et délais de recours

Décision dispensant le projet d'étude d'impact :

Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Secrétariat général
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Commissariat général au développement durable
Tour Voltaire
92055 La Défense Sud
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Marseille
22-24, rue de Breteuil 13281 Marseille Cedex 06
(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).